

# Dans les Balkans, la vague de contestations s'étend

- Albanie, Serbie, Monténégro... Une vague de contestation inédite s'étend à tous les pays des Balkans.
- Partout, les citoyens dénoncent des régimes autoritaires, clientélistes et corrompus.
- Un "printemps des Balkans" est-il en train de germer en cette fin d'hiver?



Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin  
Correspondants dans les Balkans

Cela fait bien longtemps que l'on n'avait pas autant battu le pavé des villes des Balkans. Alors que des milliers de manifestants défilaient, samedi soir, dans la capitale monténégrine Podgorica, un autre immense cortège traversait Belgrade pour le douzième samedi consécutif. Avant de se diriger vers l'Autorité de régulation des médias électroniques, les manifestants ont emprunté le tunnel routier qui passe sous le centre de la capitale serbe, rebaptisé "tunnel des mensonges" du président Aleksandar Vucic.

En Serbie, le mouvement de protestation, amorcé le 8 décembre, ne cesse de s'étendre : désormais, des rassemblements ont lieu à chaque fin de semaine dans 60 à 70 villes du pays, dont de petites bourgades où les dernières manifestations de rue remontaient à la chute de Slobodan Milosevic, en octobre 2000. On a même vu des cortèges dans les enclaves serbes du Kosovo, peu habituées à se révolter contre Belgrade : samedi, une soixantaine de personnes ont défilé dans le petit village de Pasjane, dans l'est du pays dont Belgrade ne reconnaît toujours pas l'indépendance.

## La moitié du gouvernement limogé

En Albanie, les étudiants sont également mobilisés depuis le début du mois de décembre contre la réforme de l'enseignement supérieur voulue par le gouvernement social-démocrate d'Edi Rama. Ils dé-

noncent la mise en concurrence des universités entre elles, et ont déjà obtenu le retrait de la hausse des droits d'inscription. Une victoire partielle arrachée, alors que le pouvoir semble aux abois. Le 28 décembre, Edi Rama a limogé la moitié de son gouvernement, et il doit désormais faire face à la mobilisation de l'opposition conservatrice, qui a organisé un imposant rassemblement samedi 16 février, qui a d'ailleurs sombré dans la violence. Jeudi, les députés du Parti démocratique (PD), accompagnés par des milliers de sympathisants, ont réussi à forcer l'entrée du Parlement pour y remettre leur démission collective.

Les étudiants albanais ne voient pas d'un bon œil cette récupération de la contestation, et ne cessent de répéter qu'ils n'ont de sympathies pour aucun des deux mouvements qui se succèdent au pouvoir depuis la chute du communisme, le PD et le Parti socialiste (PS) d'Edi Rama. "Quand un parti arrive au pouvoir, il mène la même politique néolibérale que son prédécesseur. C'est cette pseudo-alternance que dénoncent les étudiants", analyse le sociologue Blendi Kajsiu, dans les colonnes de l'hebdomadaire *Panorama*. Il y voit "la révolte d'une génération qui a grandi après le communisme, dans cette interminable 'transition'".

En Serbie, les partis d'opposition tentent aussi de reprendre la main et proposent depuis une dizaine de jours un "accord avec le peuple", reposant sur la mise en place d'un gouvernement technique et la préparation d'élections anticipées dans des conditions "libres et démocratiques". Ces partis sont réunis dans la coalition Union pour la Serbie, qui regroupe des for-

mations de centre-gauche, comme le Parti démocrate, aussi bien que les nationalistes conservateurs du mouvement Dveri, mais les formations qui ont été au pouvoir dans les années 2000 sont toujours discréditées par des scandales de corruption, et leurs dirigeants se font discrets dans la foule. En Serbie, ce sont des artistes, des intellectuels ou les membres d'un informel comité d'organisation qui prennent la parole au départ de chaque cortège. Il en va de même au Monténégro.

#### Des initiatives citoyennes

En Serbie, le mouvement s'appuie aussi sur les nombreuses initiatives citoyennes locales qui ont germé ces dernières années, comme le mouvement "Ne noyons pas Belgrade", qui s'oppose au mégalomaniaque projet urbanistique Belgrade Waterfront, qui a défiguré le centre la capitale serbe. La grande ville de Nis, dans le sud du pays, a aussi connu, l'an passé, de fortes mobilisations contre la privatisation de son aéroport, tandis que les militants du Front local de Krajevo sont devenus de véritables icônes du mouvement, depuis qu'ils ont parcouru à pied les 160 kilomètres qui séparent leur petite ville de Belgrade. Ils ont également marché jusqu'à Mitrovica, la ville partiellement serbe du nord du Kosovo. Depuis, ils sont sollicités partout en Serbie. "C'est comme si notre présence donnait aux gens le courage de descendre dans la rue", explique l'un d'eux.

Le Front local s'est créé en dénonçant l'emprise des réseaux criminels venus du nord du Kosovo, qui se sont liés aux cadres locaux du Parti progressiste serbe (SNS), la formation du président Vucic. Il entretient des liens avec les initiatives semblables de Serbie, mais aussi avec les mouvements qui se développent à Pristina, Zagreb ou Sarajevo et a rejoint le réseau des *Fearless cities*, créé en juin 1997 à l'initiative de la bourgmestre de Barcelone, Ada Colau.

#### La carte nationaliste

Pour ces nouveaux mouvements sociaux qui germent dans tous les Balkans, les divisions nationales appartiennent au passé, mais les dirigeants au pouvoir

pourraient être tentés de jouer une fois de plus la carte du nationalisme pour faire pièce à la contestation, à l'instar de Milorad Dodik, le maître incontesté de la Republika Srpska (RS), l'entité serbe d'une Bosnie-Herzégovine toujours divisée. Ce dernier est en effet défié depuis près d'un an par un mouvement qui réclame "justice et vérité" pour David Dragicevic, un jeune homme assassiné dans des circonstances obscures, la nuit du 17 au 18 mars 2018. Fin décembre, les autorités ont interdit tous les rassemblements qui dénonçaient la collusion de la police, de la justice et des plus hautes autorités de l'entité, interpellé des dizaines de personnes et envoyé les unités spéciales de la police déloger ceux qui continuaient à vouloir déposer des bougies dans la neige. Milorad Dodik dénonce toute critique de son pouvoir comme une tentative de "déstabilisation", accusant ses contestataires de "trahir les intérêts nationaux" des Serbes de Bosnie-Herzégovine.

Les citoyens de tous les pays des Balkans sont pourtant fatigués de cette rhétorique nationaliste et guerrière. Depuis le mouvement des pléniums en Bosnie-Herzégovine en 2014, jusqu'à l'inaboutie "révolution des couleurs" de Macédoine en 2016, les revendications démocratiques et sociales ont pris le pas sur les références nationales. C'est un véritable État de droit et un avenir économique décent que réclament les manifestants. Alors que tous les pays de la région restent frappés par un chômage structurel massif et un exode continu de leurs forces vives – les jeunes diplômés comme les ouvriers qualifiés – vers les pays occidentaux, de nombreux manifestants brandissent dans les rues de Tirana, de Belgrade comme de Podgorica des pancartes proclamant "je ne veux pas émigrer !" Cependant, aucune alternative aux politiques néolibérales promues par tous les gouvernements de la région ne parvient encore à se dessiner.

Pour sa part, l'Union européenne est prise au dépourvu par cette vague de contestation, alors que toute sa politique depuis des années consiste à privilégier la "stabilité" des Balkans, même au prix d'accordements avec les régimes peu démocratiques qui sont aujourd'hui défiés dans la rue.